

Questions orales

Québec, et dans tous les territoires; c'est un crime, et nous n'appuierons pas le projet de loi C-91.

Partout au pays, nous voyons les ravages provoqués par les politiques du gouvernement actuel. À Windsor, aujourd'hui, 1 600 employés de la GM vont être licenciés; un groupe spécial du GATT a établi que les États-Unis ont violé le droit commercial international quand ils ont harcelé notre industrie du bois d'oeuvre; hier, à Québec, une coalition formée d'ouvriers, de paysans et d'organisations des droits de la personne en provenance du Mexique a déclaré que le libre-échange, l'ALENA, sera mauvais pour les travailleurs mexicains.

J'exhorte le premier ministre à prendre les mesures qui s'imposent pour créer des emplois au Canada. Consentira-t-il à ne pas aller de l'avant avec l'ALENA? La politique commerciale du Canada a été un échec lamentable.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si maintenant l'ALENA est mauvais pour les travailleurs mexicains, peut-être est-il bon pour les travailleurs canadiens. Il faudrait que ma chère amie se décide.

Quant au projet de loi C-91, ma collègue se demande ce qu'elle pourrait faire pour aider à créer des emplois. Eh bien, les députés de son parti pourraient voter en faveur de ce projet de loi. Mais le chef du NPD dit qu'ils ne le feront pas car il est mauvais pour l'économie. Le député de Windsor, lui, dit qu'il est mauvais pour le pays. Avant-hier, la compagnie Eli Lilly Canada a annoncé qu'elle investirait 170 millions de dollars à Scarborough suite à la nouvelle loi fédérale sur les brevets concernant les médicaments.

• (1430)

J'aimerais attirer l'attention du chef du NPD sur ce qu'a dit le premier ministre de l'Ontario—je pense que c'est significatif. Le premier ministre de l'Ontario. . .

Une voix: Ah!

M. Mulroney: Écoutez bien! En ce qui concerne cet investissement de 170 millions de dollars, il a déclaré: «Je suis heureux d'être ici un jour propice pour annoncer une bonne nouvelle. Le gouvernement de l'Ontario n'est pas opposé au projet de loi C-91 au point de refuser les investissements. Bien au contraire!» Ce sont ses propres paroles.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, question supplémentaire. Le premier ministre de

l'Ontario est franchement opposé au projet de loi C-91, que ce soit clair!

J'aimerais rappeler au premier ministre, puisqu'il semble vouloir échanger des chiffres, que la ministre de la Santé de la Colombie-Britannique a témoigné devant le comité que le projet de loi C-91 coûterait 145 millions de dollars de plus au système de soins de santé de sa province uniquement pour deux médicaments.

Il est clair que la politique commerciale de ce pays est un échec. La politique fiscale de ce pays est un échec. Le premier ministre va-t-il demander au ministre des Finances de faire un exposé économique pour créer des emplois dans ce pays au lieu d'en supprimer?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, on crée des emplois au Canada en établissant un climat qui encourage le secteur privé à investir et à créer des emplois.

Ma collègue me demande d'indiquer comment on peut y arriver. J'ai mentionné hier que, si elle adoptait le projet de loi C-91, Scarborough en Ontario profiterait de 70 millions de dollars en nouveaux investissements et de la création de centaines d'emplois directs dans le domaine de la recherche et du développement. Si elle ne veut pas se fier à ma parole à ce sujet, je lui demande d'accepter celle du premier ministre de l'Ontario qui a déclaré qu'il ne voulait pas s'opposer au projet de loi C-91 au point de faire fuir les investissements.

Le premier ministre Rae a bien raison. Il faisait là une observation réfléchie que je recommande au chef du NPD d'adopter lorsqu'elle aura consulté le premier ministre ontarien. Si elle change d'avis relativement au projet de loi C-91, ce sera une initiative d'intérêt public très très importante pour le NPD.

* * *

LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Les parents n'ont pas de travail, et les enfants n'ont rien à manger. Le frère Richard du centre Good Shepherd de Hamilton nous a fait savoir ce matin qu'à ce seul centre, ils devront nourrir 3 750 enfants avant Noël.

Le dernier dimanche avant Noël, ce centre offrira un repas des fêtes d'un seul service à 1 200 personnes qui manquent de nourriture. Il existe 342 banques alimentaires au pays, et ce nombre augmente sans cesse.

Si le programme du ministre des Finances est vraiment efficace, pourquoi des enfants canadiens vont-ils avoir faim juste avant Noël?